



Lucile PEYTAVIN, *Le coût de la virilité - Ce que la France économiserait si les hommes se comportaient comme les femmes*, Anne Carrière, 2018

Lucile Peytavin est historienne, spécialisée dans le travail des femmes dans l'artisanat et le commerce. Elle est par ailleurs membre de l'Observatoire sur l'émancipation économique des femmes de la Fondation des femmes.

A partir du constat que les hommes sont majoritairement responsables des comportements « asociaux » (ex : les hommes représentent 96,3% de la population carcérale) et du fait que la dimension genrée n'est jamais prise en compte dans ces analyses, ses travaux l'ont amenée à envisager le coût financier des comportements virilistes afin de lutter contre l'invisibilisation sociale des violences commises par les hommes. Elle estime à **95,2 milliards d'euros le coût des comportements virilistes**.



Des inégalités femmes-hommes culturellement construites

Lucile Peytavin s'attache d'abord à rappeler la **construction culturelle des inégalités femmes-hommes**.

Démystifier la naturalité prétendue des inégalités femmes-hommes

Lucile Peytavin revient sur trois arguments qui viennent alimenter une soi-disant différence naturelle entre les hommes et les femmes qui légitimeraient donc un traitement social différencié et justifierait la violence masculine : une différence biologique, une différence hormonale et une différence cérébrale.

Différence biologique : il s'agit d'expliquer que de tout temps, même dans les cultures préhistoriques, hommes et femmes ont occupé des rôles socialement genrés, liés à une constitution biologique différenciée. A rebours de cette idée, elle rappelle d'abord que la recherche concernant la manière dont se construit un sexe biologique est en perpétuelle évolution et qu'**on ne sait pas encore tout à fait l'ensemble des paramètres qui le déterminent**. L'existence de l'intersexuation (personne ayant des caractères sexuels relevant des deux genres) floute également la distinction pseudo-naturelle entre deux genres bien définis. Elle démontre par ailleurs que les premiers historiens qui se sont intéressés au Paléolithique au 19^e siècle ont en réalité projeté les préjugés sexistes correspondant à leur époque sur l'analyse de cette période préhistorique. En effet, des études récentes montrent qu'en réalité, **les femmes avaient autant d'influence que les hommes à cette époque et que les rôles sociaux étaient beaucoup moins genrés que ne le laisse entendre l'imaginaire commun** (la chasse était faite par hommes et femmes, de même que la cueillette).

Différence hormonale : le taux de testostérone plus important chez les hommes est fréquemment invoqué comme justificatif à l'agressivité naturelle des hommes. Or, Lucile Peytavin explique que **les taux de cette hormone varient en réalité d'un individu à l'autre** (il peut y avoir plus de différence hormonale entre deux hommes qu'entre un homme et une femme) et **chez un même individu à différents moments de sa vie**. Aucune étude n'a prouvé de corrélation entre le taux de testostérone et le niveau d'agressivité chez une personne.

Différence cérébrale : un mythe sur la supposée taille différenciée du cerveau entre hommes et femmes justifierait les discriminations subies par ces dernières ainsi que les prédispositions naturelles genrées. Or l'autrice convoque de récentes études médicales qui démontrent que **la taille du cerveau n'a aucun lien ni avec le sexe, ni avec le niveau d'intelligence d'un individu**. Les éventuelles différences observées entre hommes et femmes sont en lien avec les parties reproductives, mais pas avec les fonctions dites "supérieures" du cerveau : ces dernières sont propres à chaque individu. L'hétérogénéité des cerveaux entre hommes et femmes découle en réalité à la plasticité cérébrale : les êtres humains modèlent leur cerveau par l'apprentissage. Si celui-ci est différencié, c'est bien par l'apprentissage de réflexes culturels genrés.



C'est pourquoi Lucile Peytavin analyse également dans son livre l'importance de la socialisation genrée dans les causes de la violence masculine.

Les causes sociales des inégalités de genre

L'éducation inégalitaire, première source de construction genrée : la socialisation différenciée entre filles et garçons dès la naissance est le premier facteur de construction des inégalités sociales de genre.

L'acculturation à la violence chez les hommes : Lucile Peytavin rappelle qu'elle repose sur différents facteurs. Un modèle éducatif coupant les hommes de leurs émotions tout d'abord, avec une valorisation du "dépassement de soi" et du courage. L'adolescence joue un rôle crucial à cet égard avec l'apprentissage de la résistance à la douleur et d'un vocabulaire dénigrant tout ce qui se rapporte au féminin. Au collège, 75% des punitions scolaires concernent des garçons et au moins 84% des sanctions pour violences sur autrui les concernent. L'industrie culturelle formate aussi ces comportements avec l'invitation à s'identifier à des personnages masculins brutaux. Dans une société qui leur impose des injonctions à la virilité et à l'hétérosexualité, les punitions sont autant de points d'appui qui renforcent la construction de la virilité : les comportements transgressifs sont ainsi valorisés. A l'opposé, les hommes ne se conformant pas à ces comportements subissent du rejet.

Des comportements à risque plus importants chez les hommes : ces comportements virilistes poussent les hommes à plus se mettre en danger ou dans l'illégalité que les femmes. Ainsi, ils ont plus de chances de mourir de blessures non intentionnelles que les femmes par exemple (70% de plus chez les moins de 14 ans). A activité comparable, les hommes prennent plus de risque. Lucile Peytavin pointe le rôle du sport dans l'imposition de normes de domination et de compétition.

Le coût de la virilité

Méthodologie employée

Lucile Peytavin cherche à calculer le "coût de la virilité", c'est à dire les conséquences financières des comportements masculins asociaux causés par l'acculturation à la violence, telle que décrite plus haut. Elle s'est donc intéressée aux dépenses publiques pour la prévention, la condamnation et la réparation/compensation des dommages causés. Pour chaque dépense, elle a fait une estimation statistique de la proportion causée par chaque sexe : la différence entre les deux est imputée aux hommes et constitue donc "le coût de la virilité".

Elle fait le choix de s'intéresser aux "**politiques publiques majeures**", c'est à dire aux conséquences directes de ces comportements pris en charge par l'Etat - Justice, Police/gendarmerie, administration pénitentiaire, pompiers, santé - et d'ajouter à cela le "**coût humain et matériel**" de la virilité - les pertes matérielles, la perte de productivité des victimes et les préjudices moraux -. Pour cela, elle se base sur la "valeur de la vie statistique" définie par la mission Quinet en 2013 fondée notamment sur des travaux de l'OCDE (organisation de coopération et de développement économique).

Conclusion

Elle aboutit à un coût total annuel de ce qu'elle nomme le "système viriliste" de **95,2 milliards d'euros**. A ce chiffre qui ne cible que les conséquences directes des comportements virilistes pourrait également s'ajouter d'autres dépenses relevant du "système viriliste" : celles liées aux conflits armés notamment par exemple. Elle suggère également qu'inclure une perspective écologique dans cette analyse, par l'ajout des dépenses liées au lien entre les valeurs viriles et le dérèglement climatique pourrait être pertinente.

Elle évoque la nécessité de réorienter les politiques d'éducation vers des principes plus égalitaires sans enfermer les enfants dans des stéréotypes de genre. Elle explique cependant que cibler l'éducation à travers le système scolaire n'est cependant pas suffisant : il s'agit d'entendre l'éducation dans un sens élargi, collectif, et de déviriliser l'ensemble des principes éducatifs structurant notre société. **Elle invite les pouvoirs publics à documenter de manière plus précise ce coût de la virilité pour guider la mise en place de politiques publiques efficaces.**



Tableau réalisé à partir des données présentées par Lucile Peytavin dans son livre *Le coût de la virilité* (2018).

Coût annuel pour les politiques publiques majeures	Coût annuel humain et matériel
Police et gendarmerie : 83% des mis en cause pour les crimes et délits sont des hommes - 8,6 milliards €	Homicides et tentatives d'homicides (perte de vie humain et blessures infligées) : en 2017, 86% des mis en cause étaient des hommes - 2,4 milliards € Coups et violences volontaires (blessures légères et graves) : 84% des auteurs présumés sont des hommes - 18 milliards €
Service d'incendie et secours : secours pour violences et lutte contre les incendies : - estimation basée sur la proportion de mis en cause par les forces de l'ordre (cf. ci dessus) - 431 millions €	Violences conjugales - 96% des auteurs sont des hommes - coûts directs d'intervention et coûts indirects (liés aux arrêts de travail, à la perte de productivité, etc. - 3,3 milliards € Maltraitance des enfants : part des hommes auteurs estimés à 66% - 8,4 milliards € Crimes et délits sexuels hors familles : 97% des mis en cause sont des hommes - 17,8 milliards €
Justice : 83% des mis en cause et 90% des condamnés sont des hommes - 3,5 milliards €	Atteinte à la sûreté de l'Etat (basé sur les attentats du 13/11/2025 à Paris) : 2,2 milliards €
Administration pénitentiaire : 96,3% des détenus écroués et 93,6% des personnes suivies en milieu ouvert sont des hommes - 3,5 milliards €	Vols (cambriolages, vols à l'étalage et vols d'automobile) : 3,7 milliards € Insécurité routière - accidents mortels et hospitalisations, dégâts matériels : les hommes représentent 84% de sauteurs d'accidents mortels - 13,3 milliards €
Santé : hommes plus nombreux en traumatologie pour des accidents dont ils sont responsables, taux de mortalité des hommes supérieur à celui des femmes (dont part importante de morts évitables), hommes plus nombreux à utiliser les services d'urgence - 2,3 milliards €	Trafic de stupéfiants : pertes humaines, perte en termes de qualité de vie et de productivité, les hommes représentent 93% des auteurs de trafic de stupéfiants - 7,5 milliards € Traite humaine - prostitution : les hommes représentent 99% des clients et 73% des mis en cause pour proxénétisme - 313 millions €